

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18038 - 70ÈME ANNÉE

Nouvelle étape dans les migrations

Les inégalités remplissent les cargos de clandestins

Deux bateaux transportant chacun des centaines de migrants ont été interceptés au large des côtes italiennes. Cela confirme que les mouvements migratoires entre les anciennes puissances coloniales et les pays qu'elles ont pillés prennent une nouvelle ampleur. L'océan Indien n'est pas à l'écart de ce mouvement. Déjà plusieurs milliers de personnes sont mortes en tentant de se rendre à Mayotte.



Blue Sky M : 900 passagers s'entassaient sur ce cargo à la dérive en pleine Méditerranée. (photo Marine Traffic.com)

En Mer Méditerranée, trois faits montrent qu'une nouvelle étape est franchie dans les relations entre la vieille Europe et les pays qu'elle a pillés par l'esclavage et la colonisation. C'est tout d'abord l'incendie d'un ferry reliant la Grèce à l'Italie au large de l'île grecque de Corfou. Il sera impossible de connaître le nombre de victimes, car des migrants ont voyagé clandestinement

dans des remorques de camion. Puis le 31 décembre dernier, un cargo moldave à la dérive est localisé au large de l'Italie. Plus d'équipage, machines arrêtées et 700 passagers à bord. Tous ont pu être sauvés. Puis hier, c'est un nouveau cargo découvert lui aussi sans équipage et à la dérive près de l'Italie. Là encore, plusieurs centaines de personnes sont à bord. L'année passée, l'Italie a accueilli 160.000 migrants arrivés par la mer,

soit 450 par jour. Beaucoup disent venir de zones de conflit : Syrie et Erythrée.

Il est estimé que 3,400 personnes se sont noyées en tentant le voyage.

Jusqu'à présent, les migrants partaient principalement de Libye à bord de canots ou de vieux bateau de pêche. Ils s'entassaient par dizaines sur ses frêles embarcations. Mais depuis ces dernières semaines, les gardes-côtes italiens constatent que ce sont maintenant

des cargos qui transportent les candidats à la vie en Europe.

Aide au développement au lieu de réparation

Cela montre donc que ce phénomène n'est qu'à son début. Les tentatives à bord de cargo vont se multiplier, avec à chaque fois des centaines de personnes à bord. L'origine est liée à des causes structurelles : l'inégalité et la croissance démographique.

Pendant des siècles, les pays européens se sont enrichis en pillant le monde. C'était la période de l'esclavage et de la colonisation. Ils ont ainsi déporté les forces vives de nombreux pays, et se sont accaparés les richesses naturelles.

Au moment où les forces progressistes obligent les Occidentaux à décoloniser, ces derniers ne réparent pas les dégâts qu'ils ont provoqués. La colonisation a creusé les inégalités, les relations post-coloniales les maintiennent. Elles poussent un nombre croissant de personnes à tenter leur chance pour espérer vivre mieux. Chaque jour, les avions qui relient La Réunion à l'Europe passe au-dessus de territoires où des migrants risquent leur vie en tentant la tra-

versée périlleuse du désert. Pour ceux qui arrivent sur les rives de la Méditerranée, il reste alors une dernière épreuve : le passage clandestin.

Pour le moment, les anciennes puissances coloniales ne semblent guère soucieuses de réduire les inégalités qu'elles ont créées. Plutôt que de solidarité ou de réparation, il est question d'aide au développement avec tous les travers liés : création d'une classe sociale d'expatriés alimentant une économie artificielle basée sur les importations de produits de luxe, corruption de nombreux dirigeants par l'utilisation de cette aide publique, et maintien de la majorité de la population dans la grande pauvreté.

Tant que cette politique ne changera pas, les cargos remplis de clandestins seront toujours plus nombreux à converger vers les côtes européennes, et rien ne pourra les arrêter.

Le cimetière au large de Mayotte

Notre région est au cœur de ce mouvement mondial. Entre Mayotte et Anjouan, les gouvernements français qui se succèdent depuis

1975 sont les responsables d'un des plus grands cimetières marins du monde. Parce que Paris a choisi d'intégrer Mayotte comme département de la République en lui faisant tourner le dos à sa réalité, un mur invisible s'est construit dans le bras de mer séparant deux îles de l'archipel des Comores. La France a interdit une libre-circulation qui a toujours existé tout en menant une politique qui accentue les inégalités entre Mayotte et les autres îles de l'archipel. Les conséquences sont dramatiques. Plusieurs milliers de personnes se sont noyées parce qu'elles ont tenté la traversée clandestine.

Là aussi, aucun changement de politique à l'horizon. L'aide au développement versée à Mayotte se traduira par des transferts publics sans commune mesure avec ceux destinés aux autres îles de l'archipel. La croissance démographique et l'accentuation des inégalités vont là aussi augmenter le nombre des victimes.

M.M.

Habitants de la cité Ariste Bolon,

Ceci vous intéresse au plus haut point

Une information parue la semaine dernière dans la presse a été passée sous silence jusqu'à ce jour par l'actuelle municipalité du Port. Et pourtant c'est une information très importante pour vous et votre quartier. Il s'agit du choix de l'Etat de retenir la cité Ariste Bolon pour une importante opération de rénovation urbaine.

Vous savez qu'aucune commune n'a construit autant de logements sociaux que la Ville du Port. Depuis les années 70, l'effort n'a jamais été interrompu, avec des emprunts bien sûr afin de limiter les impôts locaux. Mais le temps fait inévitablement son œuvre, et le parc ancien a vieilli. C'est pourquoi, sur la Z.A.C. 1, une grande opération urbaine a été lancée ces dernières années. C'est précisément en octobre 2007 que le maire d'alors Jean-Yves Langenier avait signé la convention pour la mise en œuvre du projet, qui depuis avance à grands pas. Or l'Etat vient, le mardi 16

décembre 2014, de rendre public son nouveau programme national de rénovation urbaine. Parmi les 200 "quartiers d'intérêt national" retenus, il y en a 6 à La Réunion, dont le quartier Ariste Bolon au Port.

C'est l'aboutissement d'un dossier d'instruction engagé par la Ville sous la responsabilité de Jean-Yves Langenier. Ce long travail de préparation vient donc d'être couronné par cet accord de principe, point de départ de l'opération de rénovation urbaine qui va transformer totalement dans les prochaines années le quartier Ariste Bolon, grâce à des crédits très importants de l'Etat et d'autres financeurs. Cette opération sera l'équivalent de ce dont bénéficieront les habitants de la Z.A.C. 1, qu'ils soient locataires ou propriétaires.

Certes l'opération Ariste Bolon a donc été initiée avant l'arrivée aux commandes de la nouvelle équipe municipale, mais ce n'est cependant pas une raison pour qu'elle

garde le silence, comme elle le fait jusqu'à aujourd'hui, sur cette annonce porteuse de grandes améliorations à venir dans votre cadre de vie et dans celui de vos enfants.

L'importance d'être choisi parmi les quartiers prioritaires au niveau national n'a en tout cas pas échappé à d'autres élus d'autres communes, à l'image du maire de Saint-Louis qui s'est réjoui aussitôt de ces "financements exceptionnels" ou encore du maire de Saint-André qui a réagi en disant : « A Saint-André, on a gagné au loto ».

Mais ici, au Port, silence total jusqu'à présent. C'est pour cela que nous tenons à vous informer, vous qui êtes directement concernés par l'avenir de votre cité.

Avant de vous quitter, un dernier mot, pour vous souhaiter à toutes et à tous une bonne année 2015.

La section communiste du Port

Edito

Le départ de la DGS de La Possession marque la fin d'une époque

Chacun se souvient du tollé soulevé par la nomination d'une nouvelle DGS à La Possession. La maire avait en effet poussé à la caricature un comportement digne d'une époque qui doit être révolue : elle a fait venir de France une connaissance pour occuper un poste à responsabilité grassement payé.

Quelques mois plus tard, la DGS annonce qu'elle quitte son poste. L'exemple servira-t-il de leçon à des collectivités ou à des entreprises voulant utiliser le même type de procédé ?

L'intégration de La Réunion à la France a des conséquences lourdes. Il existe donc une tentation pour les postes à responsabilité, celui de mettre en concurrence les Réunionnais avec des Français. Cette concurrence existe sur le plan économique. Elle a donné le résultat suivant : quand l'économie de notre île, à peine sortie de trois siècles de colonisation, s'est trouvée face à la production française, elle s'est écroulée. Le taux de couverture des importations est passé de 100 % à 7 %. La dernière illustration en date est la fermeture de l'usine de la SIB. Pour Colgate-Palmolive, cela revient moins cher de produire en France, de transporter sur 10.000 kilomètres et d'importer plutôt que de fabriquer à La Réunion. Sans protection, La Réunion perd rapidement la bataille et devient une terre de consommation et de service pour des produits faits ailleurs.

Pour la main d'oeuvre, la mise en concurrence produit les mêmes effets. Au sein d'un pays de 65 millions d'habitants, il sera toujours possible

de trouver mieux que dans une île de 850.000 personnes. Il suffit pour cela de créer un profil de poste sur mesure pour une candidature extérieure.

Mais à La Possession, cette vision passéiste n'a pas tenu face à la réalité. La Réunion du 21e siècle n'est plus celle qui sortait de la colonisation. Pendant 43 ans, des Réunionnais se sont succédé à la direction de la mairie de La Possession, et jamais les services municipaux n'ont vu une telle situation au cours des six derniers mois. Les travailleurs de la commune ont même dû faire grève pour être respecté, c'était du jamais vu.

La crise a abouti au départ de la DGS venue spécialement de France occuper le poste.

Souhaitons que l'exemple donné par les travailleurs de La Possession fasse réfléchir les entreprises et les collectivités tentées d'utiliser cette méthode qui appartient à une époque révolue.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Elections départementales, canton 2 de Saint-Paul

Licenciement des employés communaux : «inacceptable»

Entre 60 et 90 employés communaux de Saint Paul ont été licenciés après les élections de mars 2014, « sans motif, ni préavis » par Sandra Sinimalé. Une situation « normale qui n'est plus acceptable » pour Christian Félicité et Laurence Lougnon, candidats à l'élection départementale.

Pour Laurence Lougnon, « depuis quelques années, les employés communaux ne se laissent plus faire, ils dénoncent leur licenciement abusif » qui s'apparentent à des « règlements de compte politique ». Cette dernière s'est insurgé, car « entre chantage pré-électoral et chasse aux sorcières les employés municipaux sont toujours perdants. Il faut que cela cesse ».

« Pourquoi est-ce qu'on me retire de mon poste ? »

Accompagnés de Zuyderzce Josélito, Bernard Galaor, les deux candidats ont dénoncé l'illégalité de ces licenciements. Les deux hommes ont témoigné par les dizaines de personnes dans leur cas, telle que Yvette Marie-Françoise et Philippe Basquaise.

Pour ces derniers, l'illégalité réside dans l'absence de motif de licenciement, la réception sans accusé de réception des lettres de licenciement, l'absence de préavis d'un mois pour un CDD d'un an, mais surtout le remplacement des employés licenciés à leurs postes.

En effet, selon la loi citée par Laurence Lougnon, un CDD n'est pas renouvelé lorsque le poste correspondant disparaît. « Mon CDD a été reconduit chaque année, pendant 5 ans, alors pourquoi est-ce qu'on me retire de mon poste pour y remettre une autre personne », a expliqué Josélito Zuyderzce, ancien employé d'entretien au sein de la division petite enfance.

« J'ai reçu une lettre sans accusé de réception, sans préavis, ni entretien. Ils ont mis fin à mon contrat sans motif non plus », a dénoncé ce dernier, qui a engagé une procédure judiciaire avec le soutien de la CG-TR. D'autres ont reçu leur lettre en main propre soit par leur remplaçant, soit par l'adjointe à la mairie, Sandra Sinimalé.



Bernard Galaor ancien employé communal, Laurence Lougnon, Christian Félicité et Zuyderzce Josélito, ancien employé communal.

La responsabilité de deux mandatures

Pour certains ex-employés communaux, l'ancienne maire de Saint Paul, Huguette Bello, et son adjoint Jean-Marc Gamarus sont « responsables » de leur situation. La députée « avait dit, lors d'une réunion, qu'elle allait gagner haut la main les élections et qu'après elle intégrerait tous les CDD », a indiqué Bernard Galaor.

D'autres ont été voir Sandra Sinimalé, qui aurait dit « qu'elle ne voulait plus entendre parler des militants d'Huguette Bello. Elle a dit être là pour raser la tête », a indiqué Bernard Galaor. Dans un tel contexte,

Christian Félicité et Laurence Lougnon ont décidé d'apporter leur soutien aux employés qui « sont venus nous demander de l'aide en cette période électorale pour dénoncer publiquement la situation », a indiqué cette dernière.

Pour Christian Félicité, « on a jeté en pâture des pères et mères de famille sur l'autel de promesses mensongères. Ce sont des règlements de compte qui pèsent toujours sur les plus fragiles et précaires ». Raison pour laquelle, les deux candidats demandent « la réintégration immédiate des employés communaux licenciés surtout quand leurs postes a été récupéré par de nouvelles personnes ».

Céline Tabou

Une situation «cautionnée» par les politiques

Ils ont dénoncé la normalité de la situation, assurant que « le clientélisme est tellement répandu à tous les niveaux qu'il en est même rentré dans les mœurs ». Pour eux, « il est devenu naturel de nos jours au niveau politique de jeter des êtres humains et leur famille dans la misère. Cette situation cautionnée par une très grande majorité de politiques de tous bords est inacceptable met en danger la démocratie et la justice sociale ».

Elections départementales : canton de Trois-Bassins/Saint-Leu Simone Yée Chong Tchi Kan et Jean-Denis Comorassamy : choix de la résistance et de la compétence

Quelques jours après l'annonce de la candidature, Simone Yée Chong Tchi Kan et Jean-Denis Comorassamy se sont présentés hier à la presse à Piton Saint-Leu. Les deux candidats mobilisent pour sauver les planteurs, pour l'emploi et pour un aménagement des Hauts.

Les élections départementales ont bouleversé la carte des cantons. Trois-Bassins et Saint-Leu n'échappent pas à la règle. Les deux communes forment une seule circonscription pour cette élection. Seules exceptions : les quartiers de Bois-de-Nèfles et du Plateau qui sont dans le canton comprenant les Avirons.

Simone Yée Chong Tchi Kan souligne qu'auparavant, les deux communes se répartissaient en trois cantons, il n'y en a plus qu'un désormais. Et donc les électeurs de ces deux communes éliront deux conseillers départementaux au lieu de trois conseillers généraux. C'est donc «le moment de désigner deux élus disponibles qui se consacrent totalement à cette tâche», explique Simone Yée Chong Tchi Kan.

Dans ce canton fortement marqué par le poids du secteur agricole, c'est un planteur qui est candidat. Jean-Denis Comorassamy travaille sur une exploitation de 5 hectares en cannes et en maraîchage. «L'avenir est sombre. Le monde planteur est inquiet. On ne sait pas ce qu'on va devenir quand le prix du sucre ne sera plus garanti», indique-t-il, rappelant que le président de la République a annoncé 38 millions d'euros d'aides supplémentaires sous condition de l'Europe. Mais rien n'est encore sûr.

Sauvons les planteurs

Pour illustrer son propos, il fait état des difficultés des planteurs pour obtenir un prêt bancaire. Faute de soutien financier, les replantations ne se font plus et des cultivateurs exploitent des souches vieilles de 15 ans. À cause de l'incertitude sur l'avenir de la filière canne, les banques ne suivent plus.

En plus, la sécheresse a fait des dégâts. Malgré l'irrigation, les rendements plafonnent à 50-60 tonnes de cannes à l'hectare. C'est pourquoi avec 5 hectares, «on survit». Simone Yée Chong Tchi Kan rappelle le précédent du géranium. C'était ce qui faisait vivre les Hauts, et tout s'est effondré. La candidate



Jean-Denis Comorassamy, Simone Yée Chong Tchi Kan et quelques membres du comité de soutien présents hier lors de la présentation de la candidature.

rappelle les affrontements entre les planteurs ruinés et les CRS au Plateau. Le canton a aussi connu la fermeture de l'usine de Stella. C'était une catastrophe pour les familles des travailleurs, tandis que l'usinier était indemnisé et a fait fortune ailleurs.

Cela explique pourquoi c'est un planteur qui est le mieux placé pour parler au nom des planteurs menacés. L'engagement politique de Jean-Denis Comorassamy a été précédé d'un engagement syndical au sein de la FDSEA.

Le candidat a été aussi président du club de football de Portail de 1994 à 2011, et il est vice-président d'une association culturelle, Nattya Kaliani.

Des batailles menées à Trois-Bassins

«Pour défendre l'économie locale, filière canne, l'action associative n'est plus suffisante. J'ai décidé de passer à l'action avec des personnes qui vont défendre notre canton», poursuit-il, saluant l'action militante de Simone Yée Chong Tchi Kan au cours de ces trente dernières années à Saint-Leu. Jean-Denis Comorassamy se souvient des premières colonies de vacances organisées à Saint-Leu sous l'impulsion de sa co-listière. Aussi est-il «fier de travailler avec quelqu'un

comme Simone».

Simone Yée Chong Tchi Kan revient sur ses engagements au cours des dernières années à Trois-Bassins. Elle a soutenu la création d'activités par des chômeurs, malgré les oppositions d'élus qui ont bloqué les contrats. Elle déplore aussi qu'à l'échelle de l'île 7.000 contrats aidés soient restés à terre, ce qui dénote le peu de préoccupation d'élus vis-à-vis de la détresse de la population.

Pour une route de moyenne altitude

C'est pourquoi le binôme présenté répond à une nécessité : avoir une bonne connaissance de ces deux villes pour contribuer au développement de ce canton.

Au-delà du social, les deux candidats veulent aussi proposer un réaménagement du territoire, pour que les Hauts aient leur propre modèle. «Les bas sont déjà saturés, ne faisons pas la même erreur», souligne Simone Yée Chong Tchi Kan. C'est pourquoi les deux candidats plaident pour la construction d'un échangeur entre la route des Tamarins et le chemin Dubuisson à Saint-Leu, point de départ d'une route de moyenne altitude qui relierait les hauts de l'Ouest et du Sud.

Alon bouz a vélo so dimans, ant Sindni é Lermitez, èk Somin Debnath

Les Réunionnais solidaires du grand cycliste humanitaire indien

Le Consul de l'Inde à La Réunion, George Raju, nous a informés que depuis le 30 décembre, le cycliste indien humanitaire Somin Debnath est en visite dans le pays afin de sensibiliser le peuple réunionnais aux grandes causes qu'il défend depuis dix ans dans le monde entier lors de déplacements à vélo. Dans ce cadre, il invite notamment les cyclistes réunionnais de tous âges à l'accompagner lors de la randonnée qu'il va accomplir entre Saint-Denis et L'Ermitage ce dimanche 4 janvier. Le départ aura lieu à 7 heures près des canons du Barachois, pour à la fois lutter contre le Sida et faire avancer la construction d'un village mondial écologiste au pied de l'Himalaya. Une occasion pour les Réunionnais d'exprimer leur solidarité avec les valeurs défendues par ce grand cycliste humanitaire indien. Nous publions ci-après de larges extraits des informations transmises à ce sujet par George Raju.

Somin Debnath, un ressortissant Indien, continue son "tour du monde à vélo" pour la sensibilisation au VIH/SIDA. Il a débuté depuis le 27 mai 2004, deux jours seulement après avoir acquis sa licence en Sciences en Zoologie à l'Université de Calcutta.

Jusqu'à présent, il a voyagé à travers plus de 96 pays et parcouru 113.000 km à vélo en Inde et dans le monde. Voici ses projets d'avenir : 2015-2017, Amérique du Nord et du Sud, y compris le Pôle Sud; 2018 : Canada, la Russie, la Sibérie, la Mongolie et la Chine; 2019 : la Corée, le Japon, les Philippines, la Nouvelle-Zélande, l'Australie; 2020: la Malaisie, l'Indonésie, le Myanmar, le Bangladesh; retour en Inde le 27 mai 2020.

Inspiration

Somin Debnath a eu son inspiration à l'âge de 14 ans, quand il a lu un article intitulé : «Le sida est plus mortel que le cancer». Cela parlait d'un sans-abri qui a été laissé en face de l'université médicale de Calcutta, abandonné par des villageois et a été laissé mourir. Cette histoire avait eu un impact énorme sur lui et par la suite il a commencé à poser des questions à ses professeurs sur le SIDA/VIH, mais personne ne pouvait lui donner des réponses adéquates. Ainsi, deux années plus tard, décida de suivre une formation spécialisée dans la WBSACS (Société de l'État du Bengale occidental pour la lutte contre le SIDA) et il commença une campagne de sensibilisation sur le VIH/SIDA en commençant par l'éducation de ses propres enseignants. Sa mission commençait auprès des personnes de son village, puis de son pays et maintenant elle est devenue une campagne mondiale.

Beaucoup d'épreuves

Grâce à son tour à vélo autour du monde, il s'efforce de sensibiliser sur le VIH/SIDA à travers des



Somin Debnath à Saint-Denis ce 31 décembre 2014.

conférences et des séminaires, notamment sur la culture indienne. Il a enduré beaucoup d'épreuves durant ses voyages, comme 24 jours de captivité par les talibans au milieu de l'Afghanistan et 6 fois victime de vol en Asie centrale.

Mais il a aussi ressenti la culture indienne partout où il est allé. Il a eu l'honneur de rencontrer 90 ambassadeurs de l'Inde, 21 présidents, 51 Premiers Ministres, 187 ministres et responsables gouvernementaux dans différents pays jusqu'à maintenant. Il ambitionne de voyager dans 191 pays d'ici jusqu'à la fin de 2020 en couvrant près de 200.000 km et atteignant près de 20 millions de personnes.

Recettes

Sa campagne est financée par des dons et des parrainages des entreprises. 40% des fonds collectés durant sa campagne couvriront les frais des voyages et 60% seront dédiés à son projet de Village Mondial. Il voudrait inviter tous les amis et les familles de partout dans le monde qu'il rencontrera lors de ses voyages et qui le soutiennent dans son projet, ils seront les membres à vie de sa famille élargie. Il voudrait tous les remercier pour leur soutien et leur coopération, non seulement pour sa mission mondiale mais aussi pour le village mondial ainsi que ses plans d'avenir.

Pendant son séjour à La Réunion, Somin Debnath aimerait mener des ateliers sur le VIH/SIDA, la paix et l'humanité auprès des jeunes, des organisations sociales et d'autres ONG (organisations non gouvernementales).

LA CANNE C'EST LE SUCRE, MAIS PAS SEULEMENT !

La semaine dernière nous avons évoqué la problématique des centrales électriques cent pour cent biomasse à Cuba, dans l'Ontario, en Martinique et à La Réunion. Pour nous c'est quelque chose d'important et de génial qui vient, si besoin était, crédibiliser encore la thèse de l'autonomie énergétique, qui était celle de la Région avec Paul Vergès et qui est encore celle de ceux qui continuent à militer pour le développement de La Réunion, la promotion de l'emploi, et la défense de l'environnement. Aujourd'hui nous allons commencer à parler de l'éthanol et pour commencer par l'idée qu'il est possible de produire son éthanol chez soi.



La canne c'est le sucre, mais pas seulement -32-

Faire son éthanol perso dans son garage ou son jardin

L'entrepreneur Thomas Quinn, a décidé de créer la société E-Fuel, basée à Los Gatos dans la Silicon Valley, avec pour objectif d'inventer une machine destinée à réduire la dépendance énergétique des ménages au pétrole. D'après lui, la seule façon de résoudre cette équation est de trouver un remplaçant liquide au pétrole. La réponse apparaît d'autant plus simple qu'on peut fabriquer de l'éthanol, parce que c'est de l'éthanol qu'il s'agit, à partir de déchets organiques. «Je me suis attelé, dit-il, à trouver une technologie de rupture permettant aux gens de fabriquer leur propre éthanol dans leur garage ou leur jardin. Pour ce faire, ses collaborateurs et lui ont passé trois ans à développer un système susceptible de digérer tous types de déchets bio riches en sucre». Le résultat est une machine le MicroFueler que l'on peut l'acquérir pour 10.000 dollars environ et que les États subventionnent.

Les obstacles à la production d'éthanol chez soi.

La fabrication d'alcool chez soi est interdite : monopole d'État sans doute. Elle est interdite un peu partout sauf aux USA où le mérite de la décision en revient à l'ex-président Jimmy Carter confronté en son temps à la crise du pétrole. Donc, c'est autorisé

là-bas... Mais autre obstacle les ménages ne disposent pas forcément assez de déchets sucrés (45kg) pour contenir le réservoir de leur voiture et les autres coûts de fonctionnement demeurent assez élevés si l'on ajoute le sucre et l'électricité nécessaires à la fabrication de l'éthanol. L'entreprise de Thomas Quinn pour sa part se porte bien grâce à ses ventes d'appareils, et d'éthanol de sa fabrication vendu à un prix attractif. D'autre part la recherche continue et les perfectionnements suivront.

Faut-il pour autant désespérer ?

Thomas Quinn ne le pense pas car ses modèles sont justement Steve Jobs et Steve Wozniak, ceux-là qui avaient fait le pari, aujourd'hui quasiment gagné que chaque ménage disposerait un jour d'un ordinateur portable. Alors pourquoi pas une machine à produire de l'éthanol chez soi ou à partager entre voisins..

Information puisée sur internet. Voir : «de l'éthanol fait maison pour remplacer le pétrole»

Georges Gauvin

Oté

Anon rant anndan par gran baro !

Lané 2014 la finn alé, konm di la tradisyon viv lané 2015. Sak la finn pasé i kont pi, sak lé dérièr lé lwin sof pou baz pardsi pou konstri otshoz, boudikont sak lé mié pou 2015. Mé anon pa rogard ryink dann rétrovizèr, tanzantan lé bon zèt in ziyé pou pa bat dodan mé odrémié touzour rogard par dovan. Pou désértin 2014 té in lané nwar, poukoué ? La kraz mimit tout lané, kiswa an pèrsonèlman ousinonsa an zénéral, sétadir in lané té dir pou nyabou tonir, pou dot iparé té in lané blan, sanm pou mwin, pa mié vik té blan sétadir lavé pwin.

Ni koné pa kosa sora domin 2015, lavnir va di, sanm pou mwin domin sora séké nou va nyabou fé par nou minm. Pou sa, na pran inn dé bon rézolisyon pou 2015. Daborinn mi souèt zot tout in bon lané 2015 dan linyon èk bokou d'bonèr pou zot tout, sirtou la santé. Poukoué linyon ? Paské nou lé pli for kan nou lé ini, kiswa dan nout famy, kiswa dan tout sak nou antropran. Konm i di nou nora bozwin linn alot pou mèt ansanm tout lané, dopi mwa d'mars ziska mwa désanm, inn ti provèrb kréol i di « inn min i lav lot é lé dé i lav la figir » In pé i di osi « ini ni gingn divizé ni pèrd »

Donkalar, bord pa pèrsonn, avaz pa d'moun, odrémié kass lanbordir èk tout. In not bon rézolisyon pou nou. Konm péi la grèss lé apré fé, anon atak 2015 an vayan, shomiz rouvèr.konm di mon dalon, argard pa solman otour, fo argard osi lé zalantour. Anon fé konm péi la grèss, laba tansyon-pangar 2015. Pou la grèss, mwin néna in léspwar, banna la promèt pou 2015 fé in triyaz, sak lé bon i amass, sak lé ranss i zèt. Ansanm-avèk anon pran in dérné rézolisyon pou 2015, anon fé konm bana, in bon manière pou rant dann listwar, anon rant anndan par gran baro !

Justin